

tune sous un drapeau étranger, n'y a-t-il pas celui de la France pour le moins aussi glorieux que celui de nos voisins? C'est ce qu'a compris un de nos jeunes compatriotes, M. Narcisse Faucher, qui a obtenu une commission dans un des régiments français actuellement au Mexique et qui vient de nous faire ses adieux. Nous regrettons cependant d'autant plus le départ de M. Faucher que, plein d'avenir et d'énergie, il aurait pu employer au profit du Canada les talents dont il est doué.

L'empereur Maximilien a enfin pris possession de son trône et adressé une proclamation à ses nouveaux sujets. La France n'a plus qu'à souhaiter que son gouvernement se consolide assez promptement pour qu'elle puisse bientôt rappeler ses troupes. En France en effet comme partout ailleurs l'économie est le cri de guerre de l'opposition, et les expéditions comme celles du Mexique prêtent le flanc de tous côtés à la critique.

Voici comment M. Eugène Forcade dans la *Revue des Deux Mondes* apprécie les résultats de la session de la législature française qui vient de se terminer et de celle du parlement anglais qui est aussi à la veille de se clore.

« La session de la chambre des députés est terminée. Telle qu'elle a été, avec ses grands débats de l'adresse au début, sa souvenance au milieu, et vers la fin sa discussion précipitée du budget, cette session a formé un épisode important de notre vie publique.

« La session de 1864 a eu cela de remarquable qu'elle a été la première phase de la carrière d'une chambre nouvelle, et que cette chambre a été aussi la première qui soit sortie de l'élection depuis la promulgation du décret du 21 novembre 1860. Dans notre chronologie constitutionnelle, la session qui vient de finir est le lendemain du jour qui a fourni sa date au décret. Dans le développement de notre vie politique, on peut la considérer comme la véritable épreuve pratique du régime institué par cet acte de l'initiative impériale. Nous ne trouvons pas qu'il y ait lieu en ce moment d'être enivré d'optimisme et de s'abandonner à une satisfaction jubilaire. Cependant nous pensons et nous n'hésitons point à dire que personne n'a trop à se plaindre de l'expérience qui vient de s'accomplir. La France, par l'organe et dans le spectacle de la discussion parlementaire, s'est en quelque sorte remise à la politique. Elle est revenue à sa tradition sans véhémence, sans emportement, mais avec un goût manifeste. Elle a été flattée d'entendre la parole de ses grands orateurs qui est peut-être, n'en déplaise à M. le duc de Persigny, la plus solide de ses gloires actuelles; elle a été touchée de voir ses libertés plus souvent et plus vigoureusement défendues; elle a été éclairée par des débats financiers qui lui ont montré l'influence que la direction de la politique exerce sur les intérêts de sa richesse et de son travail; elle a pu apprendre qu'elle n'est ni aussi incapable ni aussi indigne de gérer ses affaires et d'exercer le *self-government* que de bizarres flatteurs de sa paresse se sont pendant douze années efforcés de l'en convaincre. Les esprits indépendants et persévérants appelés à prendre part à la vie publique ont pu voir aussi par cet exemple qu'il y a place pour leur activité et pour leurs efforts, que le découragement et l'abstention ne sont plus de mise, qu'il ne nous est pas permis d'affecter l'inertie comme une forme du dédain, que nous ne devons pas commettre la faute des classes éclairées des États-Unis, et abandonner exclusivement la direction des affaires publiques à une classe formée d'agents officiels et de *politiciens* de profession. Nous espérons que la leçon qui ressort de cette première expérience ne sera point perdue dans nos prochaines élections des conseils-généraux. On assure que le ministre de l'intérieur, M. Boudet, a adressé aux préfets, à propos de ces élections, une circulaire qui fait honneur à sa modération, et qui tend à contenir, au lieu de les exciter, les passions administratives. Nous sommes charmés que M. le ministre de l'intérieur renonce dans cette circonstance au système qui a si peu réussi à son prédécesseur. Si l'attitude modérée qui est attribuée à M. Boudet témoigne d'une sage intelligence de la situation, les libéraux, par leur empressement et leur union, montreront, eux aussi, qu'ils comprennent le devoir qui les invite, dans les circonstances actuelles, à poursuivre le succès de leurs candidatures, et à constater par le résultat des élections les progrès que leurs opinions font dans le pays.

« Mais parmi les effets de la dernière session il en est un auquel nous prenons un intérêt particulier. Nous nous demandons quelle impression ce réveil de vie politique a dû produire sur la chambre elle-même et sur le gouvernement. Nous croyons que pour la chambre l'impression a été bonne. La majorité sans doute se res-ent de son origine; elle contient des esprits excessifs qui ne peuvent oublier ce qu'ils doivent au système des candidatures officielles. Pour se figurer qu'il en pût être autrement, il faudrait méconnaître la nature humaine. Cependant la majorité prise en masse nous semble être entrée dans une voie progressive. On aurait pu craindre que la majorité, effarouchée par une franchise et une vigueur de parole auxquelles elle n'était point habituée, ne se hérissait contre l'opposition et ne se montrât intolérante envers la contradiction. Il n'en a point été ainsi. Non-seulement la majorité ne s'est point effrayée de la discussion, mais elle y a pris un goût manifeste. Toute assemblée a son point d'honneur, et c'est l'heureux privilège d'une assemblée française de ne pouvoir demeurer insensible au talent. Les orateurs nouveaux de l'opposition qui sont entrés dans le corps législatif lui ont apporté un lustre qui a refléchi sur ce corps tout entier. Leur renommée, l'illustration de leur carrière, le prestige d'une sorte de résurrection surprenante et d'une éloquence persistante et comme rajeunie ont élevé la chambre à ses propres yeux comme aux yeux du public. On pourrait dire que la place occupée par chaque député dans l'état en est devenue plus grande et plus haute. D'ailleurs le talent n'est point un don égoïste

et solitaire; il est fécond, il se communique, il est contagieux. Le voisinage, le contact, le choc, ont porté bonheur à plusieurs membres de la majorité. Il y avait sur ces bancs des hommes de mérite, laborieux, modestes, à qui il ne manquait que le stimulant de l'émulation ou l'encouragement et la récompense des regards du public. Ces hommes, on peut le dire, quoiqu'ils eussent passé déjà bien des années dans le corps législatif, n'ont été mis véritablement en valeur et en lumière que cette année. C'est un capital enfoui qui a été rendu à la circulation. La majorité a donc pris d'autant plus de goût aux débats publics qu'elle s'est aperçue que plusieurs des siens y pouvaient tenir leur rang. Nous n'avons pas besoin de citer des noms. Cette première rencontre de la majorité issue des candidatures officielles et de l'opposition libérale ne s'est donc point trop mal passée, et nous avons le droit d'en tirer bon augure.

« Cette affaire des principautés, venant se joindre à la question danoise, est comme un avertissement réitéré adressé à notre politique pour lui rappeler l'importance de l'alliance anglaise. Si un cas urgent se présente et si cette alliance nous fait défaut, nous aurons à souffrir dans la part que nous avons prise à l'union des principautés et dans l'intérêt que nous devons porter aux destinées de la Roumanie. La solution de la question danoise par la division du Sleswig sera un rude déboire pour l'opinion publique anglaise, et nous désirons qu'elle ne nous prouve point en Orient ou ailleurs qu'elle nous en veut de n'avoir pas écarté d'elle cette humiliation. Nous sommes curieux de voir comment s'y prendra lord Palmerston pour justifier devant la chambre des communes le partage du Sleswig. Le vieux lord, après une assez longue attaque de goutte, a fait sa rentrée dans la chambre en toilette de printemps aux applaudissements de ses collègues. Il a montré, en parlant des affaires de Chine, qu'il n'a rien perdu de la verdeur de son esprit. Son absence a cependant porté un sérieux dommage au cabinet qu'il dirige. Le voyant malade, on a pensé à son grand âge, et, parmi ses collègues et au sein du parti libéral, on s'est mis à songer à l'avenir. Qu'arriverait-il, si lord Palmerston venait à cesser d'être le chef du cabinet? L'union des whigs et des radicaux, qui forme la majorité actuelle, subsisterait-elle? A qui, dans le parti libéral, donnerait-on la place de premier ministre? On devisait ainsi sur l'avenir; les prudents parlaient d'un replâtrage, de la possibilité de marcher quelque temps encore en investissant lord Clarendon des fonctions de *premier*, lorsque M. Gladstone, d'un coup d'aile, a mis en poussière les combinaisons verrouillées dont s'entretenaient les vieux whigs, et a pris une position indépendante et hautaine qui semble devoir changer prochainement dans le parlement anglais les relations des partis. A propos d'une motion de réforme électorale présentée par M. Baines, M. Gladstone, à l'improviste, dans un discours véhément, a pris en main la cause d'un abaissement radical du cens. Ce qui a le plus blessé l'instinct conservateur anglais dans cette échappée de M. Gladstone, c'est que le grand orateur a traité la question électorale non à l'anglaise, en balançant des chiffres et en faisant des cotes mal taillées, mais à la française, en mettant en avant des principes et un dogmatisme absolu. Dans le monde qui fait et soutient les cabinets, M. Gladstone, par cet élan démocratique, a compromis ses chances futures: il n'est plus pour les vieux whigs qu'un objet d'animadversion, et il n'est plus que le premier et le plus grand des radicaux. Aussi bien M. Gladstone n'a-t-il voulu peut-être donner à entendre aux whigs exclusifs qu'avec un talent qui a fait la fortune et l'éclat du présent ministère il ne lui convient point, si lord Palmerston faisait défaut, de se soumettre à la direction d'une médiocrité aristocratique. Cette nouvelle attitude de M. Gladstone avancera peut-être la chute du cabinet et le retour des tories au pouvoir; elle montre en effet que l'union des whigs et des radicaux n'est plus durable et rapprochera du parti tory un certain nombre de membres de l'aristocratie whig. Le manifeste du chancelier de l'échiquier donnera aussi une physionomie animée à la campagne qui va commencer pour les élections générales, qui auront lieu l'année prochaine.

Notre session du parlement tire aussi à sa fin et elle va se terminer dans des circonstances plus émouvantes encore que celles qui avaient présidé à son ouverture. Le ministère du 30 mars a reçu, le 14 juin, par 60 voix contre 53 un vote de censure qui a entraîné une nouvelle crise ministérielle, laquelle a pris de suite les proportions beaucoup plus grandes d'une transformation constitutionnelle.

Les ministres ayant été informés que M. Brown n'aurait aucune objection à négocier avec eux et à leur donner son appui, s'ils voulaient de leur côté délibérer avec lui sur les mesures à prendre pour sortir de l'impasse où la question de la représentation basée sur la population avait mis les deux majorités sectionnelles de la chambre, des négociations furent entamées dans ce sens. Pendant plusieurs jours les chambres s'ajournèrent sur l'assurance donnée par les ministres du progrès que faisaient ces négociations. Enfin, le 22 de juin, M. McDonald et M. Cartier ont lu à l'assemblée législative un memorandum qui peut se résumer comme suit. 1o. Il y a coalition entre les partis conservateurs du Haut et du Bas-Canada et le parti haut canadien représenté par M. Brown. 2o. Après la session, trois portefeuilles seront mis à la disposition de M. Brown qui a consenti à en prendre un lui-même. 3o. Une commission sera constituée pour préparer un projet d'union fédérale de toutes les provinces anglaises de l'Amérique du Nord, et à défaut de cette union, une fédération des deux Canadas. De plus, dans un des deux corps de la législature fédérale la représentation sera basée sur la population.

Quelques semaines avant ces graves événements, la tombe se fermait sur un ancien ministre, homme aimable et personnellement estimé de